



C'est dans l'unité que la lutte construit sa victoire

Les manifestations du 1^{er} mai ont été un succès.

Parce qu'elles ont réuni plus d'un million de salariés dans les rues.

Parce qu'à Pau, en dépit d'un temps épouvantable, 15 000 personnes du privé et du public sont descendues dans la rue pour exiger que la casse des salaires, des emplois, des libertés, des statuts, des usines, des services publics s'arrête, et pour exiger une autre politique.

Parce qu'à Bayonne, Mauléon, Hendaye, même si le temps était moins catastrophique, des milliers de manifestants avaient les mêmes exigences.

Parce que tous ces manifestants se sont sentis concernés et soutenus par l'unité des huit organisations syndicales autour d'une plateforme revendicative et constructive. Les salariés veulent l'unité. Les salariés veulent que ça change.

Qui veut faire semblant de croire qu'une telle unité syndicale est une promenade bucolique ?

Qui veut faire semblant de croire qu'il est facile de faire sortir de l'éparpillement syndical, du faible taux de syndicalisation, des compétitions fratricides secondaires, des offensives permanentes du président de la République, du gouvernement, du patronat, des bouleversements législatifs sur la représentativité syndicale, de l'absence d'une alternative politique lisible, une plateforme commune qui résiste au temps et s'enrichit au fil des réunions communes ? C'est pourtant ce qui a été réussi, et ça dure.

D'autant que, pendant ce temps, le petit jeu des extrêmes se poursuit : Le ministre Hortefeux répond à ceux qui crient à la trahison syndicale et prétendent décréter la grève générale: vous n'avez pas réussi votre coup, ce 1^{er} mai ne représente rien...

Si, il représente beaucoup. Il représente pour les salariés un nouvel espoir de voir leurs luttes aboutir. Il représente l'ébauche d'une alternative.

L'union est un combat entre organisations dont les adhérents ont tous à y gagner

Travailler en intersyndicale ne signifie pas imposer comme par magie son point de vue et ses analyses. S'il y a huit organisations, c'est qu'il y a au moins huit points de vue et huit analyses. Cela signifie travailler sans relâche à rassembler sur ce qui est commun, rassembler tous les salariés sur ce que chacun d'eux subit et sur ce qu'ils subissent tous en commun. C'est faire se dégager de cette

dynamique une dynamique d'action qui entraîne les plus réticents dans des initiatives acceptées par tous.

Cela n'empêche en rien les actions propres de chaque organisation : il faut travailler sans cesse au plus près des intérêts et des inquiétudes des salariés qui nous font confiance.

C'est enfin montrer à tous qu'il existe une porte de sortie et un espoir de voir leurs revendications aboutir.

C'est aussi qu'il s'agit de ne pas perdre davantage de temps !

En face, ils continuent et ils ont beaucoup de moyens institutionnels. Ils sont soutenus par le véritable chef d'orchestre de cette politique meurtrière. Début mai, l'OCDE a adressé une nouvelle note au gouvernement français : « *L'exercice de révision générale des politiques publiques appliquées aux dépenses de l'Etat devra se montrer plus ambitieux quant aux résultats. [Il faut] augmenter les économies dans la Sécurité Sociale et les administrations locales.* ».

Ce n'est manifestement pas le moment de baisser les bras, de changer de cheval au milieu du gué, de retourner aux vieux démons de la critique universelle et stérile.

Le 4 mai, au sortir de la réunion interprofessionnelle, Gérard Aschieri répondait aux doutes exprimés par les journalistes sur la possibilité pour les organisations syndicales de présenter des revendications communes : « on y arrivera ! ». Et il précisait les thèmes d'accord probable : abandon de la défiscalisation des heures supplémentaires, du bouclier fiscal ; l'emploi dans la Fonction Publique, le conditionnement des aides aux entreprises à des mesures sur l'emploi, l'augmentation du SMIC. Rappelons que la plateforme contient également des propositions de construction d'une autre société, fondée non pas sur la concurrence et sur l'écrasement des salariés, mais sur un monde plus solidaire.

Deux journées de mobilisation commune ont été décidées : le mardi 26 mai sera une journée de mobilisation décentralisée, tenant compte des situations concrètes. Le dépôt d'un préavis de grève est en discussion dans de nombreux syndicats. Nous militerons, mardi prochain, jour de la réunion intersyndicale interprofessionnelle départementale, pour une expression la plus unitaire et la plus forte possible. Le samedi 13 juin sera une journée nationale de manifestations, pour permettre aux salariés de se faire entendre le plus massivement possible.

Eloge de l'inégalité et politique en faveur des riches : ça prend de moins en moins

Le 24 mars à Saint Quentin, le président de la République, sous couvert de fustiger l'inégalitarisme cause d'injustices, s'en prend à l'égalité, mot central de la devise républicaine, et défend dans le même élan le bouclier fiscal. Il termine en prétendant ne laisser personne au bord du chemin.

Tu parles ! Nous connaissons bien ce slogan frelaté utilisé par le rectorat de Bordeaux qui a finalement été obligé de le mettre en retrait de son projet académique.

Dans le temps où le nombre de chômeurs, de contrats précaires, de salaires misérables explose de plusieurs dizaines de milliers par mois en France, les profits croissent, même ceux des banques qui étaient si nécessaires qu'il a fallu dégager jusqu'à aujourd'hui environ 9 000 milliards de dollars au niveau mondial pour ne pas les laisser au bord du chemin. Et elles en veulent encore deux fois plus, annonce le FMI.

Ça ne va pas si mal pour toutes, cependant.

Il y a un mois, le G20 avait assuré que tout cela allait changer, que le système de rémunération des financiers en particulier, serait repensé selon des critères plus « durables » (?).

Six des plus importantes banques de Etats-Unis ont, ces jours-ci, mis de côté 36 milliards de dollars pour les primes des financiers, ce qui fait environ 569 220 dollars de prime pour chacun de ces pauvres tâcherons. Alors que les banques d'affaire consacraient traditionnellement la moitié de leurs revenus

aux rémunérations de ces personnels précaires, certaines d'entre elles s'apprêtent à leur verser cette année 68 % des profits. La situation est semblable dans les banques françaises où les profits montent.

« Je veux l'égalité entre le travail et le capital » dit le président de la République...qui trouve le SMIC trop élevé et contraignant, le droit de grève obsolète et les séquestrations de patrons inacceptables. Un de ces patrons geignait à la télévision sur ses dures conditions de séquestration pendant 26 heures. Xavier Mathieu, délégué CGT des Continental a résumé la réalité de la situation : « le visage fatigué des patrons après leur nuit blanche, c'est celui qu'ont les salariés depuis trente ans quand ils sortent du travail de nuit à l'usine ».

L'intérêt de ces gaspillages, de ces inégalités inacceptables, de cette indécence fondamentale de la politique gouvernementale, c'est de montrer à une majorité de salariés qu'il y a de l'argent, que cet argent sort des coffres en grande abondance quand ça craint un peu pour les banques, mais qu'en revanche, il n'y en a plus quand il s'agit de répondre aux besoins de la masse des millions de salariés, et en particulier aux besoins des plus démunis.

C'est ce qui permet de voir s'exprimer par de plus en plus de salariés l'exigence d'un nouveau partage des richesses et d'une nouvelle manière de les produire.

Les coups portés contre les services publics, contre leurs missions, contre leurs personnels, contre leurs statuts, contre leurs salaires, sont ressentis par l'ensemble des salariés comme des coups portés à leurs conditions de vie, de travail, de soins, de transport, de justice. Ils sont ressentis aussi comme une injustice croissante quand les enfants des pauvres sont toujours davantage écartés de l'Ecole et de la réussite, voués à l'apprentissage dans le meilleur des cas, au chômage, aux trottoirs des villes pour les plus abandonnés.

C'est la somme de ces situations insupportables qui est aussi à l'origine de la signature de la plateforme commune le 5 janvier, du travail unitaire, des efforts entrepris pour enrichir cette plateforme.

Y a-t-il une stratégie alternative à celle-là ?

Quel est l'intérêt de ceux qui crient à la trahison, à la déception devant la lenteur des progrès de cette unité ? Qu'ont à proposer et à gagner ceux qui affirment que l'unité avec des organisations qui ont si souvent trahi ne peut qu'échouer ? Avec qui veulent-ils faire l'unité ?

Les salariés français ont toujours aimé l'unité de lutte de leurs organisations. Ils ont toujours déploré les divisions, les luttes fratricides.

La lutte unitaire sera ce que nous en faisons. Il dépend de nous de donner l'impulsion qui permettra de hâter la montée en charge et en qualité de cette lutte unitaire. C'est beaucoup plus porteur de réussite que la critique ressassée des traîtres et des directions syndicales.

Continuons de construire et de mener nos luttes dans nos champs d'action. Préparons activement les journées du 26 mai et du 13 juin. Nous sommes responsables de l'avenir.

Comme le disait une syndicaliste manifestante le 1^{er} mai, « L'unité syndicale, cela permet d'être plus nombreux. Je souhaite que les partis de gauche en prennent de la graine... »

U&A FSU 64, le 10 mai 2009